

ATTENDU QU'en vertu des articles 62 et suivants de la loi sur les compétences municipales, une municipalité peut adopter des règlements en matière de sécurité publique ;

ATTENDU QU'en vertu des chapitres I à V de la Loi sur la sécurité incendie (L.R.Q. 2000 S-3.4), la municipalité a des obligations imposées ou des pouvoirs accordés qui ont pour objet la protection contre les incendies de toute nature, des personnes et des biens, exception faite des ressources forestières protégées en vertu de la Loi sur les forêts (L.R.Q., chapitre F-4.1) ;

ATTENDU QU'un avis de motion du présent règlement a été donné à la séance du 1^{er} juin 2020;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Sébastien Santerre, et résolu à l'unanimité, d'adopter le règlement numéro 381, et qu'il soit statué et ordonné par ce règlement, ce qui suit :

ARTICLE 1 — TITRE

Le présent règlement est identifié par le numéro 381 et s'intitule « Règlement numéro 381 concernant le brûlage ».

ARTICLE 2 — PRÉAMBULE

Le préambule du présent règlement fait partie intégrante comme s'il était au long reproduit.

ARTICLE 3 — DÉFINITIONS

Dans le cadre du présent règlement, les termes suivants indiquent ce qui suit :

| | |
|--------------------|--|
| Bureau municipal : | 150, rue Saint-Joseph, C.P. 280 Squatec (Québec) GOL 4H0 |
| Brûlage : | Activité d'allumer ou de maintenir allumer un feu extérieur |
| Feu d'ambiance : | Feu de camp pour éloigner les moustiques, égayer un pique-nique, une fête champêtre ou en camping pour lequel aucun permis de brûlage n'est requis. |
| Feu industriel : | Feu effectué afin de détruire toute matière ligneuse abattue lors d'un déboisement effectué pour le passage d'une route, d'une ligne de transport d'énergie, de la construction d'une bâtisse ou de tout autre genre de travaux à caractère industriel, commercial ou lucratif. Par exemple le |

brûlage effectué lors des activités à caractère industriel comme le défrichage pour le passage d'une route ou d'un dégagement de route, l'érection d'une ligne de transport d'énergie, la construction d'une bâtisse à visée commerciale ou dans le but d'être vendue, les travaux d'amélioration de cours d'etc; le brûlage d'abattis à des fins agricoles et dont les visées sont commerciales ou industrielles; le brûlage sylvicole (amas de débris forestiers)

Feu de joie :

Feu effectué à l'occasion de fêtes sociales, comme celui de la Fête nationale ou autres.

Feu de végétaux :

Feu pour éliminer les matières végétales (par exemple pour les agriculteurs) et les matières ligneuses naturelles sur son terrain, telles que les feuilles mortes, le foin sec, l'herbe, les broussailles, les branchages, les arbres, etc.

Site du feu :

Endroit déterminé pour le brûlage

SECTION I — PERMIS

ARTICLE 4 — FEUX EXTÉRIEURS

Sur tout le territoire de la Municipalité, toute personne qui désire faire un feu extérieur doit au préalable obtenir un permis de brûlage.

Nonobstant ce qui précède, il n'est pas requis d'obtenir un permis de brûlage pour un feu d'ambiance, mais toutes les autres dispositions du présent règlement doivent être respectées.

Un seul feu est autorisé par terrain.

ARTICLE 5 — DEMANDE DE PERMIS DE BRÛLAGE

Le permis de brûlage peut être obtenu au bureau municipal durant les heures d'ouverture.

Le permis de brûlage est délivré gratuitement et il est valide que pour la période au cours de laquelle aura lieu l'activité de brûlage.

La demande de permis de brûlage doit se faire en remplissant le formulaire reproduit à l'annexe « A » du présent règlement intitulé « permis de brûlage ».

SECTION II – NORMES À RESPECTER ET TYPE DE FEU

ARTICLE 6 – FEU DE VÉGÉTAUX

Ce type de feu ne peut être allumé ou maintenu allumé que dans les divers espaces suivants :

- Un foyer extérieur spécialement conçu à cet effet ayant une cheminée et un pare-étincelles ;
- Un contenant incombustible ;
- Un foyer en pierre ou brique avec un pare-étincelles ;
- Un trou creusé dans le sol ayant une profondeur minimum de quinze (15) centimètres, de plus il doit être encerclé par des pierres ou des briques d'au moins quinze (15) centimètres de hauteur.

De plus, les feux de végétaux doivent respecter les contraintes suivantes :

- La dimension du site du feu ne peut dépasser deux
- Deux (2) mètres par deux (2) mètres ;
- La hauteur du feu ne peut dépasser 2 mètres;
- Respecter toutes les autres dispositions du présent règlement;

ARTICLE 7 – FEU D'AMBIANCE (FEU DE CAMP)

Ce type de feu ne peut être allumé ou maintenu allumé que dans les divers espaces suivants :

- Un foyer extérieur spécialement conçu à cet effet ayant une cheminée et un pare-étincelles ;
- Un foyer en pierre ou brique avec un pare-étincelles ;
- Un appareil ou équipement de cuisson de plein air conçu à cette fin, tel un barbecue, appareil ou équipement de camping.

De plus, les feux d'ambiance doivent respecter les contraintes suivantes :

- La dimension du feu ne peut dépasser un (1) mètre par un (1) mètre ;
- La hauteur du feu ne peut dépasser un (1) mètre;
- Respecter toutes les autres dispositions du présent règlement, notamment;

ARTICLE 8 – FEU DE JOIE

Ce type de brûlage doit respecter les conditions suivantes :

- La dimension du site du feu ne peut dépasser cinq (5) mètres par cinq (5) mètres;
- La hauteur du feu ne peut dépasser cinq (5) mètres;
- Respecter toutes les autres dispositions du présent règlement;

ARTICLE 9 – FEU INDUSTRIEL

Ce type de brûlage doit respecter les conditions suivantes :

Obtenir votre permis préalablement auprès de la Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU) et respecter les conditions énoncées.

- Respecter toutes les autres dispositions du présent règlement;
- S'assurer d'avoir complètement éteint le feu avant le coucher du soleil;
- Déposer une copie du permis émis par la SOPFEU au bureau municipal.

SECTION III — INTERDICTIONS

ARTICLE 10- VENTS

Il est interdit de faire un feu à l'extérieur, les jours où la vitesse du vent et des rafales excède vingt (20) km/heure.

ARTICLE 11 – INDICE DU DANGER D'INCENDIE

La personne responsable du feu doit en tout temps vérifier, avant de procéder au brûlage, que le danger d'incendie soit bas (blanc) ou modéré (vert) ou élevé (jaune), et ce, auprès de la Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU) <http://sopfeu.qc.ca/> ou l'application mobile gratuite pour iPhone ou Android.

Si le danger d'incendie indiqué par la SOPFEU est extrême (rouge), tout feu est interdit sur le territoire de la Municipalité.

De plus, le permis peut être suspendu ou révoqué en tout temps par le représentant de la Municipalité ou par le représentant de la Régie incendie dûment habilités à le faire dans un des cas suivants :

- Lorsqu'une interdiction d'allumer un feu à ciel ouvert a été émise par le Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles du Québec ;
- Lorsqu'une interdiction d'allumer un feu à ciel ouvert a été émise par la SOPFEU (société de protection des forêts contre le feu) ;
- Lorsque l'une des conditions énoncées au présent règlement n'est pas respectée ;
- Durant la période de sécheresse suivant la fonte des neiges au printemps (1er mars au 31 mai) ;
- Lorsque la Municipalité ou la Régie incendie, décrète par avis public une interdiction de brûlage sur son territoire.

ARTICLE 12 - ACCÉLÉRANT

Il est interdit d'allumer, d'alimenter ou de maintenir un feu avec un accélérateur.

ARTICLE 13 – COMBUSTIBLES INTERDITS

Il est interdit d'utiliser comme combustible ou de brûler :

- Des déchets ;
- Des matériaux de construction ;
- Des biens meubles ;
- Du bois traité ;
- Des pneus ou autres matières à base de caoutchouc ;
- Des produits dangereux ou polluants ;

- Tout autre produit dont la combustion est prohibée par les lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 14 – PÉRIODE D’INTERDICTION

Il est interdit d’effectuer un feu de végétaux ou un feu industriel entre le 15 juin et le 15 septembre inclusivement.

ARTICLE 15 – PÉRIMÈTRE URBAIN

Il est interdit d’effectuer un feu de végétaux ou un feu industriel à l’intérieur du périmètre urbain.

SECTION IV — OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉS DU DÉTENTEUR DE PERMIS

ARTICLE 16 – ENTREPOSAGE EXTÉRIEUR DES MATIÈRES

Il est permis d’entreposer à l’extérieur sur son terrain les matières destinées au brûlage conditionnellement au respect des normes suivantes, et ce, dans le respect de toute autre réglementation municipale :

- Les matières doivent être empilées en tas ;
- La dimension de chaque tas ne doit pas excéder trois (3) mètres par trois (3) mètres ;
- La hauteur de chaque tas ne doit pas excéder un virgule cinq (1,5) mètres;

Ne s’appliquent pas à cet article les cordes de bois destinées à l’usage du chauffage hivernal.

L’entreposage dans les toits à redans (sheds) à bois semi-ouverts ou recouverts d’un toit est considéré comme de l’entreposage extérieur.

ARTICLE 17 – DISTANCES À RESPECTER

Dans le respect de toute autre réglementation municipale, les distances suivantes doivent être respectées :

- Le feu doit être à un minimum de dix (10) mètres de tout bâtiment voisin situé à l’extérieur de la limite de la propriété et à un minimum de cinq (5) mètres de tout autre bâtiment ou de toute matière inflammable;
- Si le feu est dans un foyer pourvu d’un grillage métallique autour de l’âtre ayant une cheminée avec pare-étincelles, les distances seront de trois (3) mètres de toute limite de la propriété et à un minimum de trois (3) mètres de tout bâtiment ou de toute matière inflammable.

ARTICLE 18– SURVEILLANCE DU FEU

Le feu doit être sous la surveillance constante du détenteur du permis ou d’une personne assignée à cette fin par celui-ci. Cette personne doit être majeure. Le surveillant a la responsabilité du feu et doit prendre les mesures nécessaires pour en garder le contrôle et en faire l’extinction.

Par mesures nécessaires, on s'attend à ce que la personne responsable doit s'assurer de toujours avoir à proximité du feu une quantité d'eau suffisante pour éteindre le feu en cas d'urgence, ou de propagation, ou tout autre équipement requis pour combattre un incendie engendré par ce feu tel que boyaux d'arrosage, extincteurs, pelle mécanique, tracteur de ferme ou autre équipement approprié.

Outre les autres exigences d'extinction du présent règlement, la personne responsable du feu doit en faire l'extinction complète avant de quitter les lieux.

ARTICLE 19 – RESPONSABILITÉ

L'émission du permis de brûlage par la Municipalité n'a pas pour effet de libérer le titulaire de ses obligations et responsabilités en cas de dommages résultant du feu. La Municipalité se dégage de toute responsabilité relativement à tout dommage direct et indirect pouvant survenir suite à l'émission d'un permis de brûlage.

L'émission du permis de brûlage par la Municipalité n'a pas pour effet de libérer le titulaire de ses obligations et responsabilités relativement au respect des règles du bon voisinage, de toute législation et règlement applicable sur son territoire, notamment la Loi sur la qualité de l'environnement et le règlement municipal sur les nuisances.

SECTION V — DROIT D'INSPECTION ET APPLICATION DU RÈGLEMENT

ARTICLE 20 – DROIT D'INSPECTION ET ADMINISTRATION

Le conseil autorise tout agent de la paix, tout officier désigné par la Municipalité ainsi que le directeur de service incendie, son représentant autorisé ou un pompier dans l'exercice de ses fonctions, à visiter et à examiner toute propriété mobilière et l'extérieur de toute propriété immobilière ainsi que l'extérieur de toute maison, tout bâtiment ou tout édifice quelconque, pour constater si le règlement y est exécuté et ainsi tout propriétaire, locataire, ou occupant de ces maisons, bâtiments et édifices, doit recevoir ces personnes et répondre à toutes les questions qui leur sont posées relativement à l'exécution du présent règlement.

Ces personnes sont chargées de l'application du présent règlement.

ARTICLE 21 – RISQUE POUR LA SÉCURITÉ DES PERSONNES ET DES BIENS

Le conseil autorise tout pompier, à éteindre immédiatement tout feu extérieur s'il juge qu'il y a un risque pour la sécurité des personnes, l'intégrité des biens du voisinage ou de ceux du propriétaire.

ARTICLE 22 – NUISANCE

Se référer au règlement sur les nuisances en vigueur.

SECTION VI — DISPOSITIONS PÉNALES

ARTICLE 23 – INFRACTION

Toute contravention au présent règlement constitue une infraction et est prohibée.

ARTICLE 24 – CONSTATS D’INFRACTION

Le conseil autorise de façon générale tout agent de la paix ainsi que l’inspecteur municipal et le secrétaire-trésorier de la Municipalité à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition du présent règlement et autorise généralement en conséquence ces personnes à délivrer les constats d’infraction utiles à cette fin.

ARTICLE 25 – CLAUSE PÉNALE

Quiconque contrevient à l’une des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible d’une amende comme suit :

| | PREMIÈRE INFRACTION | | RÉCIDIVE (à l’intérieur d’un délai de 2 ans) | |
|--------------------------|----------------------------|------------------------|--|------------------------|
| | Amende minimale | Amende maximale | Amende minimale | Amende maximale |
| Personne physique | 250 \$ | 1 000 \$ | 500 \$ | 2 000 \$ |
| Personne morale | 500 \$ | 2 000 \$ | 1 000 \$ | 4 000 \$ |

Dans tous les cas, les frais de poursuite sont en sus. Les délais pour le paiement des amendes et des frais imposés en vertu du présent article et les conséquences du défaut de payer lesdites amendes et les frais dans les délais prescrits sont établis conformément au Code de procédure pénale du Québec.

Si une infraction dure plus d’un jour, l’infraction commise à chacune des journées constitue une infraction distincte et les pénalités édictées pour chacune des infractions peuvent être imposées pour chaque jour que dure l’infraction, conformément au présent article.

ARTICLE 26 – ABROGATION

Le présent règlement abroge le règlement numéro 308 et ses amendements.

ARTICLE 27 – ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

RÉSOLUTION NO 2020-07-127

ADOPTION DU RÈGLEMENT N° 381 – RÈGLEMENT CONCERNANT LE BRÛLAGE

Il est proposé par Sébastien Santerre que la municipalité adopte le règlement numéro 381 concernant le brûlage de végétaux sur le territoire de la municipalité.

Adoptée à l'unanimité des conseillers.

André Chouinard
Maire

Michel Barrière
Directeur général et secrétaire-trésorier

Avis de motion : 1^{er} juin 2020
Dépôt du projet : 1^{er} juin 2020
Adoption : 6 juillet 2020
Publication : 7 juillet 2020